

Zeru Frazu pointe du doigt l'unité de tri de la Capa



Jean-Jacques Ferrara, président de la Capa.



Les membres du collectif Zeru Frazu ont défendu, hier sur la place du Diamant, le tri à la source qu'ils estiment être l'unique solution pour résoudre le problème des déchets. / PHOTOS MICHEL LUCCIONI

La mise en scène, organisée hier sur la place du Diamant par Zeru Frazu, n'a pas été du goût de la Capa. La communauté d'agglomération du pays ajacien a été prise pour cible par une trentaine de militants venus dénoncer son projet de création d'une unité de traitement et de valorisation des déchets. Une grosse boîte en carton, représentant la future usine portée par des militants, était bourrée de billets en carton de 500 euros. "Le projet de la Capa n'est pas encore officiel, les élus avancent en douce, il n'y a pas de concertations. Mais ce qui est certain, c'est que ce type

d'usine de tri mécanique ne permet pas de valoriser les déchets, puisque les combustibles solides de récupération (CSR) issus de ce mode de traitement devront être envoyés sur le continent", déclare Collette Castagnoli, la porte-parole du collectif.

"La réalisation de ces usines prend des années, coûte chère et répond surtout aux besoins du lobby des industriels", fait de son côté valoir Jacques Muller. Ancien sénateur (Verts) du Haut-Rhin, il accompagne depuis quelques

années le collectif Zeru Frazu. Il préconise ce qui a été mis en place par le syndicat mixte alsacien de Tahn-Cernay: la collecte sélective des biodéchets en porte-à-porte avec une tarification incitative: "En un an, la collecte sélective des fermentescibles a été mise en place et nous sommes passés de 90 % d'enfouissement à 20%."

Edmond Simeoni, présent hier sur la place, soulignait pour sa part la nécessité pour la Cab et la Capa, qui produisent 75 % des ordures de l'île, de "trouver des solutions rationnelles et de s'entendre avec tout le monde".

Cette concertation existe depuis plusieurs mois, s'étonne de son côté Jean-Jacques Ferrara, le président de la Capa: "Nous avons eu plusieurs réunions avec l'office de l'environnement, présidé par Agnès Simonietti, les services de l'Etat, le Syvadec, les représentants de la Cab qui envisage un projet semblable au nôtre. Un consensus a été trouvé. Et

aucune décision ne sera prise sans l'aval de la CTC. Le projet de la Capa est destiné à un large territoire. Tout cela se décide de manière conjointe." La Capa "ne va pas s'en remettre aux mains du lobby des industriels", poursuit Michèle Orlandi, la directrice des services techniques de la Capa: "Le centre de tri et de valorisation qui devrait être construit d'ici 2021 permettra de séparer les emballages des bacs ou sacs jaunes. Sur la même chaîne seront triées les ordures ménagères qui n'auront pas bien été triées, pour sécher les matières et réduire le tonnage à enfouir. Ce centre ne produira pas de compost", explique la directrice technique. Et Michèle Orlandi de souligner que ce type d'unité de tri compte parmi les dix mesures avancées par l'Américain Paul Connert, auteur du livre *The Zero Waste Solution*, pour réduire les déchets. Et que le collectif Zeru Frazu a invité la semaine dernière.

CAROLINE MARCELIN

Vers une plateforme de compostage à Peri

Les gros et moyens producteurs (restaurants, supérettes) sont depuis cette semaine contraints de trier leurs biodéchets, déclare Michèle Orlandi, qui précise qu'une plateforme privée de compostage devrait ouvrir prochainement à Peri. La Capa, adhérente du Syvadec, a pour l'instant privilégié la collecte sélective des emballages (28 % de l'enfouissement). La mise en place d'une redevance incitative sera pour sa part débattue en mai.